



PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT**

Bureau de l'Environnement
et de la Concertation Locale

Agrément pour l'exercice de l'activité de
valorisation de déchets d'emballage

SAS PURFER
20 rue Paul Sabatier – ZI Nord
71100 CHALON SUR SAONE

N° 08-05125

LE PREFET DE SAONE-et-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V,

VU l'arrêté préfectoral n° 76.145 du 17 juin 1976 autorisant la SA ROUTABOULE à exploiter un dépôt de ferrailles,

VU l'agrément pour l'exercice de l'activité de valorisation de déchets d'emballage délivré le 30 août 1995 à la SA ROUTABOULE,

VU la notification de changement d'exploitant en date du 4 mars 2008 au profit de la SAS PURFER,

VU la demande de transfert d'agrément présentée le 7 juin 2008 par la SAS PURFER,

VU le récépissé de la déclaration de changement d'exploitant délivré le 22 septembre 2008 à la SAS PURFER,

VU le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, en date du 10 juillet 2008,

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 18 septembre 2008 au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu

VU le projet d'arrêté porté le 24 septembre 2008 à la connaissance du demandeur,

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1ER – La SAS PURFER, dont le siège social est RD 147 – Quartier de la Gare – 69780 ST PIERRE DE CHANDIEU, est agréée à compter de la date du présent arrêté, dans son usine située 20 rue Paul Sabatier – ZI Nord – 71100 CHALON SUR SAONE, pour l'exercice de l'activité de valorisation par tri de déchets d'emballage :

- en papier et carton, pour une quantité maximale journalière de 20 tonnes,
- en ferraille et métaux non ferreux, pour une quantité nominale journalière de 100 tonnes.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 30 août 1995 agréant la société ROUTABOULE est abrogé à compter de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le taux de valorisation des emballages devra être d'au moins 60 %.

ARTICLE 3 - Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers, un contrat écrit sera passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat devra viser cet agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

ARTICLE 4 - Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fera avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné à l'article 3. Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assurera qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assurera que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

ARTICLE 5 - Pendant une période de 5 ans, devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du code de l'environnement :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement).
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballage à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination,
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage,
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

ARTICLE 6 - Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre sera porté à la connaissance du préfet, préalablement à sa réalisation.

ARTICLE 7 : DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 8 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente décision et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

ARTICLE 10 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Chalon-sur-Saône, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône,
- M. le maire de Chalon-sur-Saône,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, 15/17 avenue Jean Bertin, 21000 Dijon,
- Mme la directrice départementale de l'équipement à Mâcon,
- Mme la directrice départementale de l'agriculture et de la forêt à Mâcon,
- Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales à Mâcon,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours à Mâcon,
- Mme la directrice régionale de l'environnement à Dijon,
- M. le chef du bureau de la défense et de la sécurité civile à Mâcon,
- M. l'ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines - inspecteur des installations classées, 206 rue Lavoisier à Macon,
- l'exploitant.

Mâcon, le 13 octobre 2008

Le Préfet

**Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire**


Marie-Françoise LECAILLON